

L'hiver du mécontentement en Grande-Bretagne sous Keir Starmer – Un premier bilan

Lorsque les conservateurs ont perdu le pouvoir aux élections britanniques de juillet dernier, avec l'un des pires résultats de leur histoire, il y eut un soupir de soulagement collectif dans l'espoir que le chaos, les scandales et l'incompétence pure et simple de 14 ans de gouvernement conservateur, soient enfin terminés : Depuis David Cameron, qui s'est présenté « en somnambule », au référendum sur le *Brexit* de 2016, avec ses conséquences désastreuses, à Theresa May, qui a été victime de l'aile intransigente d'extrême droite de son parti, en raison de sa ligne plus réaliste dans les négociations sur le *Brexit* avec l'UE, à Boris Johnson, dont la relation laxiste avec la vérité et le mépris des règles, pendant la pandémie de Covid, n'ont pas été oubliés (tout le monde se souvient encore des fêtes à *Downing Street* pendant que les « petites gens » se voyaient refuser à l'hôpital la possibilité d'être avec leurs proches qui mouraient du COVID-19).

Puis est arrivée l'économiste radicale du marché libre Liz Truss, ennemie de toute régulation, dont le budget destructeur a provoqué une réaction négative si violente du marché que la Livre s'est effondrée et que les fonds de pension britanniques se sont retrouvés au bord de la faillite. Elle a donc dû démissionner après seulement 49 jours de mandat. (Lorsque son budget s'est effondré, le magazine *The Economist* s'est demandé si Truss pût rester au pouvoir plus longtemps qu'une laitue ne reste fraîche à l'étalage. Le journal *tabloïd* « *Daily Star* » a ensuite montré la diffusion en direct d'une tête de laitue avec un perruque blonde pour préciser en posant la question : qui resterait fraîche le plus longtemps ? La laitue a gagné.

Et enfin, il y eut Rishi Sunak, qui passait pour être une personnalité fiable et qui avait promis lors de son entrée en fonction, en octobre 2022, qu'il dirigerait un gouvernement avec « intégrité, professionnalisme et responsabilité à tous les niveaux ». ¹ Or, cela aussi s'est avéré faux. En tant que chef d'un

gouvernement faible, incapable de contrôler les ailes extrêmes de son parti, il a progressivement perdu le contrôle et – peut-être par désespoir – a convoqué de nouvelles élections plus tôt que nécessaire. Nous savons tous à quel point cela a « bien » tourné pour lui.



Alors, où en sommes-nous avec le gouvernement travailliste de Keir Starmer après six mois au pouvoir ? Les espoirs liés au leadership de l'ancien avocat des droits de l'homme, et ancien procureur général, ont-ils été comblés ? Pour une grande partie du pays, la réponse est non.

Mais d'abord les aspects positifs. L'une des premières actions entreprises par Starmer, lorsqu'il a franchi le seuil de sa résidence de la *Downing Street* fut de mettre un terme au projet inhumain du gouvernement conservateur d'envoyer les réfugiés et les demandeurs d'asile, entrés « illégalement » au Royaume Uni, au Rwanda pour y être traités. S'ils n'y parvenaient pas, ils seraient renvoyés chez eux, mais s'ils réussissaient, ils ne seraient pas autorisés à retourner en Grande-Bretagne mais devraient rester au Rwanda, un pays supposé sûr. Lorsqu'il a été souligné que le Rwanda n'était pas nécessairement un pays sûr, ce que la Cour suprême a confirmé, en rendant cette règle illégale, Sunak, avec sa majorité au Parlement, avait fait adopter une loi déclarant que le Rwanda était effectivement un pays sûr. C'était aussi simple que ça.

C'est peut-être le meilleur exemple de l'hypocrisie des Conservateurs et de leurs politiques. À la fin de 2023, le gouvernement britannique avait versé environ 240 millions de livres sterling au gouvernement rwandais, et les seules personnes qui y étaient parvenues par ce moyen, pendant cette période, furent un certain nombre de ministres britanniques — qui, bien sûr, en sont tous revenus. (Il est intéressant de noter que l'Italie rencontre des problèmes

¹ www.gov.uk/government/speeches/prime-minister-rishi-sunaks-statement-25-october-2022

similaires avec sa politique consistant à envoyer les demandeurs d'asile en Albanie pour y être traités. Les autres pays européens qui envisagent de telles solutions devraient en prendre bonne note.)

Parmi les autres mesures positives prises par le nouveau gouvernement, on peut citer le règlement rapide des conflits du travail de longue date, notamment ceux avec les médecins, les enseignants et les employés du secteur public qui s'étaient plaints de la baisse constante de leurs salaires en termes réels au fil des ans en raison d'augmentations insuffisantes et qui recevaient enfin une compensation appropriée. L'augmentation du salaire minimum a été une autre mesure digne d'être saluée.

Alors pourquoi existe-t-il encore un sentiment généralisé, confirmé par les sondages, selon lequel ce gouvernement travailliste est une déception et que le « changement » promis dans son slogan électoral après le chaos populiste du gouvernement conservateur ne se concrétise pas ? En particulier, la promesse que les factures d'énergie excessivement élevées des gens tomberaient sans qu'il y ait de retour à la politique d'austérité et à faciliter la vie des gens ; les choses iraient généralement mieux. Or, les sondages de l'institut de sondage *Ipsos* montrent que l'approbation personnelle de Keir Starmer est tombée à -34 ; 61 % des Britanniques sont mécontents de lui, et le mécontentement général à l'égard du gouvernement reste élevé à 70 %. En outre, l'optimisme économique continue de se détériorer : près de deux Britanniques sur trois (65 %) s'attendent à une détérioration de la situation économique.²

Contexte d'une victoire

Pour répondre à cette question, il convient d'examiner d'abord sur quoi se fonde la victoire du Parti travailliste. Bien que le parti ait provoqué un raz-de-marée de 209 sièges, lui donnant une majorité écrasante au parlement, il l'a fait avec une part des voix très faible. Avec 34 % des voix, le Parti travailliste a remporté 63 % des sièges au Parlement. Les conservateurs, quant à eux, détiennent désormais 19 % des sièges sur la base de 24 % des voix. De plus, le taux de participation n'a été que de 60 %, l'un des plus bas depuis 1922. Comme l'a déclaré Robert Ford, professeur de sciences politiques à l'Université de Manchester, « seuls deux électeurs sur dix ont voté pour le parti travailliste de Starmer.³ En d'autres termes, la victoire du Parti tra-

vailliste a été assez large mais aussi très superficielle, et elle est due autant à une volonté de chasser les conservateurs du pouvoir qu'à une décision positive pour le Parti travailliste. Ceci est souligné par le fait que la part des voix du Parti travailliste a augmenté de moins de 2 % par rapport aux élections de 2019, qu'il avait perdues face à une victoire écrasante des conservateurs.

La raison de ces distorsions entre la part des voix et le nombre de sièges remportés relève du système de vote majoritaire du Parlement britannique à Westminster, lequel favorise massivement les deux plus grands partis. (Au Royaume-Uni, l'Écosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord, élisent leurs parlements nationaux en utilisant un système de représentation proportionnelle, conçu pour donner aux électeurs plus de choix et empêcher les partis minoritaires de remporter de larges majorités, comme c'est souvent le cas à Westminster.)

Mais il y avait une autre particularité dans le résultat : ce qui est inhabituel, c'est que les petits partis ont obtenu des résultats étonnamment bons en juillet 2024. Les libéraux-démocrates (Lib-Dems) de centre-gauche (souvent plus à gauche que le Parti travailliste) pro-UE ont gagné 63 sièges et disposent désormais d'un total de 71 sièges.

La véritable surprise, cependant, a été le résultat du parti des Verts et du parti populiste de droite « *Reform UK* » de Nigel Farage, anti-européen, climato-sceptique et anti-immigration. Tous deux sont entrés au parlement avec respectivement quatre et cinq sièges. *Reform UK* a remporté tous ses sièges sur les conservateurs, mais ce qui est plus inquiétant pour ces derniers, c'est qu'il a également remplacé les conservateurs comme challengers dans 89 circonscriptions travaillistes, où il est arrivé second. (C'est une bonne nouvelle pour les Verts, mais pas pour le Parti travailliste, qu'ils soient arrivés seconds dans 40 circonscriptions travaillistes.) C'est pourquoi, le parti travailliste comme celui conservateur ont vu la nécessité de répondre à Farage. Mais au lieu de contester sa rhétorique populiste, ils ont souvent adopté le même langage pour neutraliser son influence – en vain. Pourquoi voter pour la mère porteuse quand on peut voter pour l'original ? C'est particulièrement évident dans le débat sur l'immigration « illégale », où les travaillistes et les conservateurs parlent presque le même langage – y compris en ce qui concerne les demandeurs d'asile qui risquent leur vie en traversant la Manche dans de petites embarcations.

Tout cela montre la volatilité actuelle de la politique en Grande-Bretagne, malgré la large majorité travailliste au Parlement, car les partis populistes

2 www.ipsos.com/en-uk/dissatisfaction-starmerreaches-61-his-highest-labour-leader)

3 www.theguardian.com/politics/2025/jan/04/labours-poll-lead-is-fading-and-the-base-is-weak-itstime-for-starmer-to-roll-the-dice

profitent du mécontentement des électeurs parmi la population. Cependant, la déception à l'égard du parti travailliste a également un lien direct avec le parti lui-même. Avant les élections, le parti travailliste s'était présenté comme un parti du changement, un défenseur de politiques plus positives qui prendraient soin des plus pauvres et des plus défavorisés de la société, en contraste avec les conservateurs et la façon dont ils gouvernaient au profit des plus riches. Le parti travailliste était le parti qui pouvait guérir une Grande-Bretagne brisée et ouvrir la voie à un avenir meilleur. En outre, il n'y aurait pas de retour à l'austérité qui avait éclipsé le régime conservateur.

Des erreurs lourdes de conséquences

Cette promesse n'a pas été tenue. La raison pour laquelle l'opinion publique s'est retournée si rapidement contre le parti travailliste repose dans une série de décisions politiques qui ont sérieusement porté atteinte à la crédibilité du parti. Le premier est le refus de lever le plafonnement des allocations familiales, qui a été fortement critiqué et maintient de nombreuses familles dans la pauvreté. Cette mesure, introduite par les conservateurs, signifie que, à quelques exceptions près, les parents recevant des prestations sociales n'ont pas droit aux allocations familiales pour un troisième enfant ou plus. Selon les défenseurs de la lutte contre la pauvreté, la suppression du plafond permettrait de sortir 250 000 enfants britanniques de la pauvreté. La deuxième mesure a été la suppression des subventions aux frais de chauffage pour les personnes âgées en hiver. Cela était particulièrement important dans les régions du nord du pays, où l'hiver est généralement sombre et froid et dure plus longtemps et où les coûts de l'énergie ont tendance à être plus élevés — quand bien même si la plupart des énergies renouvelables y sont produites.

Le troisième problème, qui a gravement porté atteinte à la réputation et à l'intégrité du parti travailliste, est le cas des femmes dites *WASPI*.(*) En bref, la manière dont a été introduite l'augmentation de l'âge légal de la retraite pour les femmes de 60 à 65 ans qui a considérablement désavantagé les femmes nées dans les années 1950, car elles n'ont

pas eu suffisamment de temps pour réorganiser leur retraite. Une enquête menée par le médiateur parlementaire a révélé des lacunes dans l'approche du ministère du Travail et des Retraites à l'égard des changements et a recommandé une indemnisation comprise entre 1 000 et 2 950 £. Mais les femmes elles-mêmes affirment avoir perdu des dizaines de milliers de livres. Ce qui est particulièrement dommageable pour le Parti travailliste, c'est qu'avant les élections, alors que le parti était encore dans l'opposition, ses principaux représentants furent heureux de se faire photographier avec les femmes *WASPI* et exigèrent une compensation appropriée.

Mais ce qui est encore plus dommageable, ce sont les révélations selon lesquelles des responsables politiques du parti travailliste avaient accepté des cadeaux d'une valeur de plusieurs milliers de livres sterling de la part de donateurs du parti pour des vêtements et d'autres articles, notamment des lunettes de créateur pour Starmer, d'une valeur de plus de 2 000 £. Starmer a également accepté des cadeaux pour des concerts et des matchs de football d'une valeur de plusieurs dizaines de milliers de livres sterling — à un moment où un projet de loi visant à réglementer le football était en cours de discussion. Selon certaines informations, Starmer aurait accepté plus de 100 000 £ de cadeaux de ce type depuis 2019, soit plus que tout autre député. Dans ces conditions, il ne fait guère bonne figure.

La chancelière fédérale Rachel Reeves(**) a imputé au gouvernement précédent la responsabilité des décisions impopulaires susmentionnées. Il y a eu un « trou noir » inattendu de 22 milliards de livres sterling dans les finances publiques, dissimulé par les conservateurs, dont ils n'ont pris connaissance qu'après leur arrivée au pouvoir et qui a nécessité des économies drastiques. Il y a eu un tollé devant le fait que l'ancien employé de la Banque d'Angleterre ait couvert ce déficit aux dépens de ceux qui pouvaient le moins se le permettre, plutôt que d'augmenter les impôts des riches — c'est-à-dire plutôt que ceux qui ont « les épaules les plus larges supportent le plus lourd fardeau », comme l'avait promis Starmer.⁴

(*) *Women Against State Pension Inequality (WASPI)* est une organisation bénévole basée au Royaume-Uni, fondée en 2015, qui milite contre la manière dont l'âge de la retraite des hommes et des femmes a été égalisé. Auparavant, les femmes percevaient leur retraite cinq ans plus tôt que les hommes. L'organisation affirme que le changement a été mal communiqué et demande une compensation pour les millions de femmes affectées par le changement vers l'égalité des âges de la retraite. (wiki)

(**) **Rachel Jane Reeves** (née le 13 février 1979) est une femme politique britannique qui occupe le poste de chancelière de l'Échiquier depuis juillet 2024. Membre du Parti travailliste, elle est députée de Leeds West et Pudsey, anciennement Leeds West, depuis 2010. Elle a précédemment occupé divers portefeuilles de ministres fantômes et de cabinets fantômes entre 2010 et 2015 et de 2020 à 2024. (wiki)



4 www.bbc.co.uk/news/articles/clyn01p5npgg

Rachel Reeves et le Parti travailliste courtisent depuis longtemps le secteur financier et militent en faveur d'une plus grande déréglementation. Ceux qui ont une mémoire plus longue se souviendront de la réglementation « allégée », qui fut l'un des facteurs majeurs de la crise financière mondiale de 2008, et qui a conduit au durcissement des réglementations en premier lieu. Dans le même temps, le gouvernement prévient qu'il y aura des coupes dans les dépenses publiques. La révision des dépenses publiques, prévue en juin de cette année, devrait contraindre les ministères à réaliser des économies de 5 % de leurs budgets. Pour certains, cela ressemble à une nouvelle vague d'austérité.

Mais à quel point ce trou noir de 22 milliards de livres sterling était-il inattendu dans la réalité ? Comme l'a écrit dans le *Times*, Paul Johnson, directeur du prestigieux *Institute for Fiscal Studies* : « *Franchement, personne ne s'en sort à bon compte dans cette affaire. Ce n'est pas le cas des conservateurs, qui ont laissé beaucoup de travail au nouveau gouvernement et n'ont pas été honnêtes quant aux défis à venir. Ce n'est pas le cas du Parti travailliste, qui était largement au courant de ces défis mais a refusé de les aborder dans son manifeste et ses déclarations pré-électorales. Notre cadre institutionnel n'a pas non plus permis que certains des problèmes immédiats restent cachés dans les données officielles.* »⁵

Renversement d'humeur

Le Premier ministre adopte également une position difficile à comprendre sur les relations du Royaume-Uni avec l'Union européenne. Starmer s'est battu avec acharnement contre les politiques fondées sur le mensonge des partisans du *Brexit*. Il est d'autant plus intrigant, qu'il se soit désormais si résolument opposé à des relations plus étroites avec l'UE – hormis de belles paroles sur un nouvel ordre. Il faut certainement se réjouir que le ton soit beaucoup plus positif et constructif que sous les gouvernements conservateurs, — lorsque, par exemple, Liz Truss ne parvenait même pas à décider si la France devait être considérée comme un ennemi ou un ami. — Mais il a même exclu un programme limité visant à faciliter la mobilité des jeunes, ce qui, selon les déclarations claires de l'UE, ne signifierait pas un retour à la liberté de circulation. Et ce, malgré le fait que les sondages montrent que la majorité de l'opinion publique britannique est depuis un certain temps favorable au rétablissement de relations plus étroites avec l'UE.⁶

5 <https://ifs.org.uk/articles/ps22bn-black-holewas-obvious-anyone-who-dared-look>

6 www.theguardian.com/politics/2025/jan/05/uk-eu-youth-

Une telle réticence a porté préjudice à la position du Parti travailliste, notamment en Écosse, laquelle a voté pour rester dans l'UE et qui a également besoin d'immigration. Une fois de plus, l'ombre de l'actuel architecte du *Brexit*, Nigel Farage, plane sur la Grande-Bretagne. Lors des dernières élections, le parti travailliste a regagné de nombreux sièges dans le « Mur rouge », dans le centre et le nord de l'Angleterre, qui avait traditionnellement voté pour le parti travailliste, mais qui ont été récemment perdus au profit des conservateurs lors des élections de 2019. La peur de les perdre à nouveau explique en partie la rhétorique dure de Starmer sur l'immigration et l'UE. Un sondage *YouGov* de la mi-janvier a révélé que 26 % des électeurs britanniques voteraient actuellement pour le parti travailliste et 25 % pour *Reform-UK*. Les conservateurs sont légèrement en retrait avec 22 %, tandis que les libéraux-démocrates sont loin derrière avec 14 %.⁷

Bien sûr, il faut aussi noter que le parti travailliste n'est au pouvoir que depuis six mois et qu'il a encore, jusqu'en 2029, pour renverser la situation. Mais si son début est un signe de l'avenir, cela ne s'annonce guère bien. Normalement, les nouveaux gouvernements bénéficient d'une certaine période de grâce durant laquelle ils bénéficient de la confiance de leurs électeurs. Il est frappant de constater à quelle vitesse ces ressources ont été utilisées. Au début de cette année, selon *YouGov*, 62 % des Britanniques n'approuvaient pas l'action de leur gouvernement, tandis que seulement 17 % l'approuvaient. Même les électeurs travaillistes étaient divisés : 38 % étaient positifs et 34 % étaient négatifs.⁸

Comment l'élection d'un gouvernement travailliste à Londres a-t-elle affecté le thème sous-jacent actuel de l'indépendance de l'Écosse ? Le Parti travailliste écossais a obtenu de bons résultats aux élections générales de juillet dernier. Le gouvernement du parti national écossais (SNP) de centre-gauche, favorable à l'indépendance, est au pouvoir depuis plus longtemps encore que les conservateurs de Westminster, soit 18 ans, et il a dû faire face à certains problèmes internes, notamment l'échec de la coalition avec les Verts en avril 2024, de sorte que le SNP est actuellement un gouvernement minoritaire (ce qui n'est pas inhabituel dans le système électoral écossais). Même si les élections générales britanniques n'auront pas d'impact sur la situation

mobility-scheme-key-to-better-eu-relations-says-top-diplomat

7 <https://yougov.co.uk/politics/articles/51329-first-yougov-voting-intention-since-2024-general-election-shows-a-close-contest-between-labour-and-reform-uk>

8 <https://yougov.co.uk/politics/articles/51211-where-public-opinion-stands-at-the-beginning-of-2025>

au Parlement écossais, qui n'organisera pas de nouvelles élections avant 2026, les résultats reflètent le mécontentement envers les conservateurs et l'espoir de jours meilleurs sous le gouvernement travailliste. Le nombre de députés que le SNP envoie à Westminster depuis les circonscriptions écossaises a diminué de 39 sièges, passant de 48 à neuf. Le parti travailliste, quant à lui, a gagné 36 sièges en Écosse, alors qu'il n'en détenait qu'un seul auparavant.

Forces centrifuges en augmentation

Si ce résultat devait se répéter lors des prochaines élections, le leader travailliste écossais, Anas Sarwar pourrait devenir le prochain Premier ministre de l'Écosse et la question de l'indépendance serait hors de question dans un avenir proche. Ce qui est intéressant, c'est que malgré tous les problèmes du SNP, le nombre de partisans de l'indépendance est resté constant autour de 50 % ces dernières années. Le soutien à l'indépendance n'est donc pas lié à la loyauté envers un parti qui la promeut. Les contacts avec le gouvernement écossais sont devenus plus civilisés et coopératifs sous le parti travailliste que sous les conservateurs, dont personne en Écosse ne pleure la disparition. Mais même là, la réputation de Starmer a considérablement souffert en raison des coupes dans les subventions aux frais de chauffage et de la limitation des allocations familiales.

Dans un geste astucieux qui reflète également ses convictions, le gouvernement écossais a promis de rétablir les allocations de chauffage l'hiver prochain et de lever le plafond des allocations familiales en Écosse. Cependant, comme ces prestations sociales étaient jusqu'à présent financées par Westminster, le gouvernement doit désormais lever les fonds lui-même. Et le Parti travailliste écossais s'est retrouvé dans la position ridicule de devoir appeler haut et fort le gouvernement SNP à édulcorer les mesures que ses collègues du parti avaient introduites. Cela n'a pas directement aidé la crédibilité d'Anas Sarwar.

En conséquence, les sondages du SNP se sont à nouveau améliorés. Tout aussi significatif, l'essor du « *Royaume-Uni réformé* » a conduit à un soutien croissant à l'indépendance en Angleterre et au Pays de Galles. Il n'y a pas si longtemps, il aurait semblé ridicule de voir Nigel Farage devenir le futur Premier ministre britannique. Mais compte tenu de la manière dont son parti a marginalisé les conservateurs, cette idée n'est plus si farfelue. Au début, personne ne prenait Donald Trump au sérieux non plus. Si de nouvelles élections avaient lieu aujourd'hui au Royaume-Uni, le SNP pourrait regagner la plupart des sièges perdus au profit du parti tra-

vailliste en juillet dernier. Et compte tenu de l'état actuel des sondages, il pourrait à nouveau y avoir une majorité parlementaire en faveur de l'indépendance en 2026, composée du SNP, des Verts et du parti sécessionniste *Alba*. Plus intéressante est l'attitude envers l'indépendance elle-même : si l'on exclut les indécis, la majorité est de 52 % en faveur de l'indépendance. Cependant, avec Nigel Farage à *Downing Street*, ce chiffre monte à 60 % !⁹

La question de la cohésion future du Royaume-Uni n'est en aucun cas résolue et redevient d'actualité. Alors que les gouvernements de Londres ont systématiquement refusé d'autoriser un deuxième référendum sur l'indépendance après 2014, démontrant ainsi une attitude plutôt étrange envers la démocratie, cette position serait intenable si la majorité indépendantiste persistait. Il existe un précédent en Irlande du Nord, dans le cadre d'une éventuelle unification avec la République d'Irlande. En vertu de l'*Accord du Vendredi Saint*, un mécanisme prévoit qu'un tel vote doit avoir lieu s'il existe une majorité durable en faveur de la réunification. Le chef du SNP, John Swinney, appelle désormais à un arrangement similaire pour un référendum sur l'indépendance en Écosse.

De grands espoirs étaient liés à l'élection d'un gouvernement travailliste. Et comparé au chaos que la Grande-Bretagne a récemment connu sous les conservateurs, tout le monde doit être reconnaissant qu'ils ne soient plus au pouvoir. Mais au lieu d'un véritable changement, le Parti travailliste ne propose qu'une version moins chaotique et légèrement plus sympathique des conservateurs. Cela est particulièrement évident dans le respect des soi-disant règles budgétaires, qui exigent des coupes « impitoyables » dans les dépenses publiques après que Reeves a exclu de nouvelles dettes et des impôts plus élevés.¹⁰ Au lieu d'un changement de paradigme, les Britanniques n'ont qu'un autre gouvernement qui poursuit les politiques néolibérales du passé.

Die Drei 1/2025.

(Traduction Daniel Kmiecik)

Christian von Arnim est traducteur, journaliste et auteur. De 1998 à 2024, il a dirigé le *News Network Anthroposophy*, dont il est cofondateur (plus tard *Nexus News Agency*).

9 <https://findoutnow.co.uk/blog/scotland-poll-snpup-labour-down/>

10 www.theguardian.com/society/2025/jan/13/keir-starmer-says-treasury-will-be-ruthless-on-public-spending-cuts